



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE n° 2025/114 : Portant réglementation provisoire de la circulation et du stationnement, rue Nungesser et Coli

Le Maire de la Ville de Sèvres,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2024/352 du 9 octobre 2024 donnant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Franck-Eric MOREL, Conseiller Municipal délégué, notamment en matière d'espaces publics, de circulation et stationnement et de transports en commun,

Vu l'avis en date du 9 avril 2025 du service voirie de la Direction Territoriale Ouest du Grand Paris Seine Ouest.

Considérant qu'il y a lieu de faciliter le bon déroulement du passage d'une caméra pour inspecter le réseau d'eau usée, rue Nungesser et Coli,

ARRETE :

ARTICLE 1.

Du Lundi 14 avril 2025 au vendredi 18 avril 2025, les dispositions suivantes sont prises rue Nungesser et Coli, pour permettre le passage de la caméra pour inspecter les réseaux d'eau usée :

- La chaussée est réduite à une voie. La circulation des véhicules est gérée par un alternat manuel,
- La vitesse est réduite à 15km/h,
- La circulation des piétons est basculée sur le trottoir opposé si nécessaire,
- Le stationnement des véhicules est interdit, rue Nungesser et Coli.

ARTICLE 2.

Tout véhicule contrevenant à ces dispositions sera verbalisé et emmené à la fourrière.

ARTICLE 3.

Les signalisations réglementaires sont mises en place par l'entreprise VALENTIN, 6 chemin de Villeneuve saint Georges 94140 ALFORTVILLE. Le chantier s'effectue sous le contrôle de Madame Orelie SIMON- Tél : 06.65.82.62.83. Pendant les travaux, la responsable doit assurer la circulation sécurisée des piétons et l'accès des riverains.

ARTICLE 4.

Madame la Directrice des services techniques de la Mairie,
Monsieur le Directeur des services techniques de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest,
Madame le Commissaire de Police,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sèvres, le 9 avril 2025.

NB : Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.



Pour le Maire et par délégation,

Frank-Eric MOREL

Le Conseiller Municipal délégué aux espaces publics,
à la circulation, au stationnement et aux transports en commun,